

*Notice pour le Chef du Département politique, P. Aubert*¹

VISITE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE SUÈDE²

[Berne,] 29 septembre 1978

CSCE et collaboration N+N

Il est inutile d'épiloguer sur la réunion de Belgrade³; tout a été dit à ce propos et nous ne pourrions guère ajouter des considérations nouvelles.

Je crois que vous conviendrez avec moi que les relations Est-Ouest, la détente en général sont affectés aujourd'hui par le mauvais état des relations entre les États-Unis d'Amérique et l'URSS. Nous devons tenir compte de cette donnée de base; elle impose des limites au développement de la politique de la détente en Europe, mais, en même temps, confère peut-être à des

1. *Notice*: CH-BAR#E2001E-01#1988/16#5561* (B.15.21.(12)). Rédigée par E. Brunner.

2. K. Söder. *Planifiée du 7 au 11 octobre 1978, leur visite n'aurait finalement pas lieu à cause d'un conflit sur la question nucléaire au sein de la coalition gouvernementale en Suède. Le cabinet a été dissous le 17 octobre 1978. Pour l'annulation de la visite, cf. le télégramme de K. Söder à P. Aubert du 7 octobre 1978, doss. comme note 1. La notice a été prévue comme Speaking notes de P. Aubert pour la séance de travail avec K. Söder du 9 octobre sur la CSCE.*

3. *Pour la réunion de Belgrade de la CSCE, cf. DDS, vol. 27, doc. 126, dodis.ch/49325.*



pays comme les nôtres une responsabilité particulière. En effet, il nous faut poursuivre avec tous nos partenaires des pays de l'Est le dialogue amorcé, approfondir nos relations, les rendre plus confiantes. Ceci est particulièrement important avec la plupart des pays d'Europe de l'Est qui, manifestement, peuvent aller plus loin que l'Union Soviétique avec des pays comme les nôtres, dans les domaines humanitaire, culturel et de l'information. Dès lors, sur le plan bilatéral, ils ne sont pas tenus par le dénominateur commun le plus bas qu'impose souvent l'Union Soviétique dans des réunions comme celle de Belgrade. C'est là que j'entrevois des possibilités pour des pays comme la Suède et la Suisse, possibilités que nous devons exploiter avec prudence certes, mais avec persévérance aussi.

Je disais tout à l'heure qu'il était inutile d'épiloguer sur Belgrade; il nous faut davantage regarder vers l'avenir, voir de quelle façon, pendant ces deux prochaines années, nous pouvons préparer la réunion de Madrid. Je pense que nous avons jeté de bonnes bases à ce propos à Saint-Martin, au sein du groupe des N+N⁴. Lorsque nous nous retrouverons à Vienne, au printemps de l'année prochaine, nous viendrons les uns et les autres avec des propositions concrètes que nous pourrions peut-être mettre sur pied d'un commun accord.

Je songe ici surtout à ce que nous pourrions faire ensemble dans le domaine des mesures de confiance militaire et dans le domaine de l'information. Il conviendrait, je pense, dans un second temps, que notre groupe charge certains d'entre nous de prendre des contacts bilatéraux avec nos principaux partenaires à l'Est et à l'Ouest, pour les informer de nos intentions, pour discuter avec eux nos projets, afin qu'à Madrid ces projets et ces textes ne constituent pas des surprises totales. Ce n'est qu'à ce prix que nous pouvons envisager de faire passer certains textes à Madrid. Ce travail de préparation intensif doit être mis en chantier dès le printemps de l'année prochaine et nous sommes prêts à envisager toutes les formules pour ce faire.

J'en arrive maintenant à ce que j'évoquais tout à l'heure, c'est-à-dire la collaboration au sein du groupe des neutres et non-alignés. Comme vous le savez, ce groupe est né à la CSCE⁵; il en est un des produits et je dois dire que, sur un plan suisse, nous ne pouvons que nous féliciter des liens qui se sont développés entre nous à cette occasion, des initiatives communes que nous avons prises, des résultats que nous avons obtenus. Et cela sans avoir transformé ce groupe en une institution. Je crois qu'il faut continuer à lui maintenir ce caractère informel, ce caractère ad hoc. Il nous est utile, car il est plus difficile aux uns et aux autres de s'opposer à des textes qui sont proposés par l'ensemble de notre groupe que par certains de nos pays pris individuellement. Sur le plan européen, nous avons aussi des positions indépendantes à défendre. L'écho qu'elles ont, lorsqu'elles sont présentées par notre groupe,

4. *Pour l'échange d'opinions des N+N sur la CSCE du 7 au 9 septembre 1978, cf. la notice de P. Troendle du 20 septembre 1978, dodis.ch/49393.*

5. *Sur la collaboration des N+N pendant les délibérations dans la deuxième phase de la CSCE à Genève, cf. DDS, vol. 26, doc. 89, dodis.ch/38858. Pour la phase préparatoire de Belgrade, cf. DDS, vol. 27, doc. 79, dodis.ch/49213, en particulier note 15, et pour la réunion de Belgrade, cf. le rapport de D. Woker de février 1978, dodis.ch/49394. Cf. aussi l'exposé de P. Aubert du 1^{er} septembre 1978, dodis.ch/48269, point II.*

leur donne, au départ déjà, un avantage. D'autre part et c'est là le second aspect de notre activité, il arrive que l'Est et l'Ouest aient besoin de nous pour trouver des formules de compromis et pour sortir de certaines impasses. L'exemple le plus récent que j'aie en mémoire est celui de la préparation du Forum Scientifique des mois de juin et juillet à Bonn⁶, où les textes préparés par notre groupe ont été, en définitive, pris comme base de la négociation finale et ont été retenus dans une large partie dans le Document de clôture. Je me plais à souligner, à ce propos, le rôle du Représentant de la Suède⁷ dans ce contexte, rôle qui a été apprécié par tous.

Je crois que, pour des pays comme la Yougoslavie, il est aussi important, pour des raisons politiques et psychologiques, de se sentir appartenir à un groupe et je dois dire que, dans la formulation de propositions communes, nous n'avons jamais ressenti de difficultés avec nos amis yougoslaves, même dans des domaines délicats où nos conceptions sont parfois différentes.

Cette concertation entre N+N ne doit pas nous faire perdre de vue la collaboration nécessaire entre les quatre pays neutres d'Europe et je crois qu'il conviendrait aussi de se réunir au sein de ce groupement dans le courant de l'année qui vient, comme cela s'était fait avant Belgrade⁸. Nous avons aussi, entre les quatre neutres, beaucoup en commun et, parfois, la discussion est plus facile entre nous, en-dehors de la présence de certains non-alignés que je ne voudrais pas nommer, mais que vous devinez.

Je crois savoir que nos amis finlandais tiennent beaucoup à ce que cette collaboration entre les quatre neutres ne disparaisse pas. Nous sommes tout-à-fait disposés à envisager une réunion au niveau des hauts fonctionnaires de ces quatre pays, au début de l'année prochaine, et nous pourrions mettre à l'ordre du jour d'une telle réunion non seulement les problèmes de la CSCE, mais aussi ceux du désarmement⁹ ou toute autre affaire d'intérêt commun.

6. Cf. le rapport de P. Troendle du 4 août 1978, dodis.ch/49395 et la notice de N. Roulet du 19 septembre 1978, dodis.ch/49396.

7. C. Melin.

8. Cf. DDS, vol. 27, doc. 79, dodis.ch/49213, en particulier note 14.

9. Sur la politique suisse à l'égard du désarmement, cf. DDS, vol. 27, doc. 166, dodis.ch/48273.